

À PROPOS DE LA SÉRIE

Cette série en quatre parties examine les stratégies que les gouvernements ont mises en œuvre pour surmonter les multiples obstacles qui empêchent effectivement d'investir dans le capital humain. Elle met l'accent sur une approche à l'échelle gouvernementale qui i) favorise la poursuite des actions engagées au fil des cycles politiques ; ii) encourage la coordination entre toutes les institutions publiques ; et iii) permet d'élaborer des politiques et des programmes qui utilisent et élargissent la base de données factuelles.

Si l'adoption de l'une ou l'autre de ces trois stratégies peut contribuer à renforcer le capital humain, les pays qui les ont mises en œuvre en même temps font souvent partie de ceux qui ont beaucoup progressé dans l'amélioration des résultats en matière de capital humain. Dans cette série, nous examinons les différentes dimensions de cette approche à l'aide d'exemples de pays et concluons en montrant comment le succès des trois stratégies a conduit à des gains significatifs et à des avantages durables.



Comment les pays développent le capital humain

Appliquer une démarche qui intègre l'ensemble de l'administration publique

Les pays qui ont privilégié à la fois la continuité, la coordination et l'utilisation des données factuelles ont pu réaliser de profondes transformations.

Démarche basée sur la participation de toutes les institutions publiques

Dans leurs efforts de développement du capital humain, les pays qui ont réussi à poursuivre les actions engagées au fil des cycles politiques, à coordonner les initiatives à l'échelle des administrations publiques et à concevoir des politiques et des programmes qui prennent en compte et élargissent la base de données factuelles sont ceux qui ont le mieux réussi à accumuler du capital humain, générant de nombreuses retombées durables sur le plan social et économique. Il s'agit notamment des pays suivants : Singapour, République de Corée, Japon, Irlande et Finlande. Bon nombre ont pu réaliser d'importantes transformations en l'espace de quelques décennies.

Singapour : créer un système éducatif de premier ordre

En 1950, un adulte à Singapour avait en moyenne 2,1 années de scolarité formelle. Ce chiffre a été multiplié par cinq avant 2010, pour atteindre 10,6 années, soit plus que la moyenne de l'Asie de l'Est, qui s'établit à 7,9 années. L'investissement public dans l'économie de l'apprentissage a permis à Singapour de mettre en place un système d'apprentissage et d'innovation en réseau de classe mondiale, capable d'offrir une éducation de qualité en tenant compte des signaux du marché. Parce qu'il accordait une grande importance à l'éducation, le gouvernement a décidé qu'aucun élève ne devait être privé d'éducation faute de ressources financières. Sa politique éducative visait à intégrer tous les établissements scolaires privés et publics dans un système éducatif national unifié

fonctionnant grâce à des financements directs de l'État ou à de généreuses subventions. Le gouvernement a également subventionné l'enseignement supérieur en accordant des prêts à faible taux d'intérêt financés par un fonds renouvelable.

Dans les années 1970, Singapour avait atteint l'objectif de l'enseignement primaire pour tous ; en 1990, il comptait 44 % d'élèves inscrits dans le secondaire. Parallèlement, il a développé son secteur de la formation professionnelle en s'efforçant résolument d'assurer une adéquation entre les compétences offertes par les écoles professionnelles et les besoins du marché.

Comme le pays attirait de plus en plus d'investissements étrangers, le gouvernement a coopéré avec ces entreprises étrangères en vue de former des techniciens dans leurs usines. Les entreprises ont été persuadées de former deux fois plus de techniciens qu'il n'en fallait et la possibilité leur était donnée de choisir les premiers parmi les diplômés ; le reste du contingent de techniciens qualifiés servait à attirer de nouveaux investisseurs. En fin de compte, les centres de formation ont été regroupés pour créer l'Institut de l'enseignement technique (ITE), placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation de Singapour. Le taux d'emploi de 90 % témoigne de la qualité des diplômés de l'ITE. Au niveau universitaire, pour répondre aux besoins du marché il a fallu faire participer les employeurs à la conception des programmes et des cours. **Les principaux organismes gouvernementaux travaillent ensemble et servent d'intermédiaires entre le secteur de l'éducation et les entreprises pour faire remonter constamment les informations et engager les actions nécessaires.**

Singapour a aussi beaucoup utilisé les outils de comparaison internationaux pour s'améliorer, en participant par exemple à l'Étude comparative internationale sur les tendances de l'enseignement des sciences et des mathématiques (TIMSS) depuis de nombreuses années et au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) depuis 2009. Aujourd'hui, Singapour peut se targuer d'afficher

quelques-uns des résultats scolaires les plus élevés au monde d'après les évaluations internationales. Il surclasse tous les autres pays participant au PISA en sciences, en lecture et en mathématiques, se situant à un niveau supérieur de plus de deux ans à celui de ses homologues de l'OCDE.¹

Pérou : une vision à long terme pour réduire le retard de croissance

Entre 2005 et 2016, le taux de malnutrition chronique chez les enfants au **Pérou** a diminué, passant de 28 % à 13 %. **Une politique publique efficace de réduction du retard de croissance chez les enfants a été maintenue par les gouvernements successifs, chaque administration se fixant des objectifs nouveaux et plus ambitieux.** En 2007, la stratégie nationale pour le développement de la petite enfance, Crecer, a mobilisé le soutien des administrations nationales, régionales et municipales pour réduire la pauvreté et stimuler le développement en **coopération avec le secteur privé, les agences internationales de développement et les organisations locales.** Une stratégie de communication menée conjointement par ces différents partenaires a permis de sensibiliser la population aux effets dévastateurs de la malnutrition chronique et aux possibilités de la prévenir par des interventions précoces. Comme de plus en plus de mères rencontraient plus régulièrement des médecins, des infirmières et des nutritionnistes dans les dispensaires et les centres de santé, leurs habitudes ont commencé à changer et, avec elles, la santé de millions d'enfants péruviens. Entre 2007 et 2016, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a diminué de 49 % dans les zones urbaines et de 50 % dans les zones rurales.

Crecer avait une stratégie à trois volets. Tout d'abord, il a mis en évidence le fait que la nutrition était une problématique beaucoup plus vaste que la simple distribution de nourriture. **L'eau, l'assainissement, l'accès aux services de santé, l'éducation et l'autonomisation des femmes dans les communautés pauvres, isolées et rurales sont essentiels pour réduire le retard de croissance.** Il est impossible de lutter efficacement contre la malnutrition chronique sans un contrôle régulier et une promotion de la croissance de l'enfant, et sans y associer la lutte contre les maladies infectieuses, l'amélioration de l'assainissement et l'accès à l'eau. Deuxièmement, le gouvernement **a souligné l'importance de la coordination horizontale entre les ministères et les organismes publics et verticale entre les autorités nationales, régionales et municipales.** Troisièmement, la décision d'octroyer aux administrations régionales et municipales le pouvoir (et les ressources) nécessaires pour s'attaquer au problème tout en les tenant



Bénéficiaires du programme Crecer du Pérou.
Photo : Bibiana Melzi

responsables a été d'une importance cruciale pour la mise en œuvre efficace de la stratégie.

Le ministère de l'Économie et des Finances a joué un rôle de premier plan. En adoptant une **approche axée sur les résultats** pour l'affectation des ressources aux dépenses de nutrition, les secteurs ont fait converger leurs efforts vers un objectif commun. Le Pérou a **pris soin d'investir les ressources uniquement dans des méthodes éprouvées et des interventions fondées sur des données factuelles** dont il était établi qu'elles avaient amélioré la nutrition et la santé des enfants ailleurs. **L'importance des données en temps réel et du bon fonctionnement des systèmes a été rapidement reconnue et des mesures ont été prises.** Les incitations financières, à travers un programme de transferts monétaires conditionnels connu sous le nom de Juntos, ont constitué un aspect essentiel de la solution. Juntos a fourni de l'argent liquide aux mères tout en leur demandant d'emmener régulièrement leurs jeunes enfants aux examens de santé, de contrôle et de promotion de la croissance dans des centres de santé, et de veiller à ce que leurs enfants plus âgés aillent à l'école. Ces apports financiers ont accru la demande de services sociaux et sanitaires dans les communautés pauvres et rurales.²

Irlande : lier les emplois aux compétences





Économie essentiellement agraire dans les années 1970 avec un PIB moyen de 88 milliards de dollars, **l'Irlande s'est transformée à la fin du XX^e siècle, en tirant parti des possibilités économiques offertes par les avancées dans les domaines de l'électronique et des technologies de l'information et par la mondialisation.** En 2017, le PIB de l'Irlande a atteint le chiffre record d'environ 334 milliards de dollars.

L'investissement dans le développement du capital humain a largement contribué à la croissance économique du pays et s'est accompagné d'importantes réformes de l'éducation et de la formation. En 1970, le pays était proche d'universaliser l'enseignement primaire avec un taux net de scolarisation de 63 % dans l'enseignement secondaire. En 1990, le taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire a atteint 80 %. Après avoir consolidé ces niveaux d'éducation, l'Irlande s'est attachée à bâtir une économie viable arrimée à l'économie de l'apprentissage.

En 1997, l'Irlande **a créé un large groupe d'experts sur les besoins futurs en compétences, chargé d'évaluer divers secteurs et branches d'activité,** appuyé par un cadre institutionnel de mise en œuvre

La mise en œuvre conjointe de ces trois stratégies peut contribuer à réaliser des transformations spectaculaires.

RÉPUBLIQUE DE CORÉE :

-  des investissements soutenus dans la santé et l'éducation
-  complétés par des politiques économiques saines
-  a profité du dividende démographique
-  taux de croissance moyenne annuelle de 6,7 % sur une période de 40 ans

et la création en 1999 de réseaux de formation financés par le gouvernement et pilotés par le secteur privé. L'objectif était d'assurer la disponibilité de diplômés de l'enseignement supérieur ayant les compétences techniques et la formation nécessaires pour répondre à la demande du marché du travail. En veillant à ce que ses diplômés **répondent aux normes internationales**, l'Irlande a été en mesure d'attirer des entreprises multinationales sur son territoire. En fait, avoir un secteur de l'enseignement supérieur de classe mondiale apparaît comme le facteur déterminant à long terme dans un univers où les acteurs du monde des affaires, les économistes et les scientifiques ont déterminé que les technologies novatrices sont le principal moteur de la croissance. L'élaboration des normes d'accréditation et de compétences a été facilitée par le **transfert accru des responsabilités du ministère de l'Éducation à des organismes au sein desquels sont plus largement représentés des groupes d'intérêt concernés par l'éducation.**

L'Irlande évalue aussi son système d'enseignement primaire à l'aune des normes internationales. D'après les résultats de l'évaluation PISA de 2015, les élèves irlandais du secondaire ont occupé le troisième rang en lecture devant les élèves de 35 pays de l'OCDE, et ils ont obtenu des résultats nettement supérieurs à la moyenne en mathématiques et en sciences (occupant ainsi la 13^{ème} place).

La bonne gouvernance a contribué à établir la réputation de l'économie de l'Irlande, qualifiée de « Tigre celtique », pendant deux décennies. **Travaillant en étroite collaboration avec les fournisseurs irlandais d'infrastructures et de compétences, l'Agence pour le développement industriel avait pour but d'attirer les investissements étrangers en veillant à ce que les services d'infrastructure urbaine de l'Irlande soient de premier ordre et à ce que son capital humain soit doté de compétences techniques et relationnelles.** Le travail de cette agence était complété par celui de la *Science Foundation of Ireland*, créée en 2000 pour gérer le Fonds de prospective technologique, doté d'un montant de 646 millions d'euros. L'objectif de ce fonds était de multiplier les liens entre le monde de la recherche et celui des entreprises, en collaboration avec le Programme pour la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur.³

République de Corée : des investissements complémentaires sur plusieurs décennies

Dès le début des années 1960, la **République de Corée** a connu une importante transition démographique et économique qui s'est traduite par une croissance annuelle moyenne de 6,7 % sur une période de 40 ans. **Les gouvernements successifs ont investi dans la santé et l'éducation et ont défini des politiques économiques qui ont tiré avantage du dividende démographique qui s'est ensuivi.**

Des investissements volontaires dans les politiques de planification familiale, les centres de santé et les agents locaux, ainsi que la mise en place de clubs de mères dans un plus grand nombre de zones rurales pour fournir des informations, de l'éducation et des contraceptifs ont permis que 45 % de couples mariés aient recours la planification familiale. En conséquence, l'indice de fécondité en Corée a chuté rapidement. Entre 1950 et 1975, la fécondité est passée de 5,4 enfants par femme à 2,9, puis à 1,2 en 2005.

Avec une importante population en âge de travailler, la Corée a accéléré la croissance économique en adoptant des mesures stratégiques dans plusieurs secteurs. **Le gouvernement a modifié sa stratégie en matière d'éducation et de développement des compétences pour doter le pays d'une main-d'œuvre plus qualifiée.** Une stratégie d'« éducation axée sur la production » a permis de doter les citoyens des connaissances et compétences nécessaires au développement économique. Le pays a également mis en place des plans économiques globaux axés sur les investissements dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, orienté les investissements vers les infrastructures et les programmes de construction rurale, et créé un environnement des affaires favorable qui a pour effet d'attirer des investissements étrangers directs. **La décision délibérée de la Corée d'appliquer simultanément des politiques de santé, d'éducation et de croissance économique a permis à ces actions de se renforcer mutuellement, d'améliorer leur efficacité et de contribuer à une croissance économique soutenue sur plusieurs décennies.**⁴

NOTES

- 1 Yusuf, S. and Nabeshima, Kaoru. 2012. Some Small Countries Do It Better: Rapid Growth and Its Causes in Singapore, Finland, and Ireland. The World Bank.
- 2 Marini, A., Rokx, C. and Gallagher, P. 2017. Standing Tall: Peru's Success in Overcoming its Stunting Crisis. The World Bank.
- 3 Yusuf, S. and Nabeshima, Kaoru. 2012. Some Small Countries Do It Better: Rapid Growth and Its Causes in Singapore, Finland, and Ireland. The World Bank.
- 4 Population Reference Bureau. 2012. <https://www.prb.org/south-korea-population/>



HUMAN
CAPITAL
PROJECT

Le Projet sur le capital humain est une initiative mondiale visant impérativement à investir plus et mieux dans les populations afin de renforcer l'équité et la croissance économique. Le Projet contribue à créer un espace politique permettant aux dirigeants nationaux de privilégier les investissements porteurs de transformation dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. L'objectif est de progresser rapidement vers un monde dans lequel tous les enfants sont bien nourris et prêts à apprendre, peuvent véritablement apprendre en classe, et peuvent entrer sur le marché du travail en tant qu'adultes en bonne santé, compétents et productifs.

POUR PLUS D'INFORMATIONS VISITER:
worldbank.org/humancapital